



Bureau
fédéral du Plan

Analyses et prévisions économiques

Communiqué

Le 26 mai 2003

Le Bureau fédéral du Plan actualise ses “perspectives économiques” pour les années 2003 à 2008

Croissance économique mondiale et européenne: une projection de référence

Pour la troisième année consécutive, les organisations internationales sont forcées de revoir à la baisse leurs prévisions économiques pour l'Union européenne (UE). Les conjoncturistes retiennent actuellement l'hypothèse d'une reprise modérée de l'économie mondiale au cours du deuxième semestre de 2003, compte tenu notamment de l'orientation relativement accommodante des politiques monétaires et d'une politique budgétaire qui, aux Etats-Unis, est nettement expansionniste et, en Europe, ne contraint pas le libre jeu des stabilisateurs automatiques. Sur base des prévisions de la Commission européenne, la projection de référence retient pour 2003 une croissance de 1,0 % dans la zone euro, de 1,3 % pour l'ensemble de l'UE et de 2,4 % pour les Etats-Unis. En 2004, la croissance économique atteindrait dans ces trois zones 2,3 %, 2,4 % et 2,5 % respectivement.

Le scénario de référence retenu serait fondamentalement non inflationniste: les hausses salariales seraient inférieures aux gains de productivité dans la zone euro, le prix du baril de pétrole serait en recul en 2004 et la reprise serait accompagnée à partir de 2004 par un relèvement progressif des taux d'intérêt. Le taux d'inflation dans la zone euro reculerait de 2,1 % en 2003 à 1,7 % en 2004.

...entourée de beaucoup d'incertitudes

La réalisation de ce scénario de croissance est bien évidemment sujette à des aléas particulièrement nombreux. L'évolution des problèmes géopolitiques et l'ampleur des répercussions de la chute des cours boursiers de 2002 conditionnent la vitesse de rétablissement de la confiance, en particulier aux Etats-Unis, dont l'économie est fragilisée par des déséquilibres importants: déficit de la balance des opérations courantes, déficit des finances publiques et faiblesse de l'épargne des ménages. Le déficit de la balance des opérations courantes a pour contrepartie des entrées nettes importantes de capitaux, dont le repli entraîne une dépréciation du dollar, qui entame la compétitivité de la zone euro. Le prix du baril de pétrole pourrait encore connaître d'importantes fluctuations; les risques de baisse apparaissent cependant plus élevés que les risques de hausse au début du deuxième trimestre de 2003. Par ailleurs, la croissance économique en Europe et surtout en Allemagne pourrait continuer à être particulièrement faible, notamment si l'appréciation de l'euro s'accroît.

D'autre part, certaines incertitudes demeurent au niveau des politiques macroéconomiques dans la zone euro: la politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE) pourrait être plus ou moins accommodante, selon le poids relatif accordé aux différents objectifs que celle-ci poursuit; la politique budgétaire des Etats-membres pourrait être plus ou moins restrictive, selon l'arbitrage fait par les Etats membres entre le strict respect du déficit maximum prévu au niveau européen (3 % du PIB) et le libre jeu des stabilisateurs automatiques.

Moyen terme: poussée cyclique puis retour progressif vers la croissance potentielle

Le scénario retenu se base sur l'hypothèse d'un retour graduel des principales économies du globe à un niveau d'activité correspondant à leur "potentiel". Dans la zone euro, la croissance économique enregistrerait une accélération culminant à 2,5 % en 2005, avant de revenir progressivement à un rythme de croissance voisin du "potentiel" (2,1 %). L'évolution des salaires n'empêcherait pas la maîtrise de l'inflation par une politique monétaire vigilante: dans la zone euro, le taux d'inflation se stabiliserait autour de 1,5 % par an, alors que les taux courts nominaux progresseraient jusque 4,6 % en fin de période.

Croissance de l'économie belge faible en 2003, modérée en 2004...

Dans ce contexte international, en 2003, les exportations belges s'accroîtraient de 2,7 % en volume. La dégradation du marché du travail et l'impact du recul des cours boursiers sur la richesse des ménages incitent ces derniers à accroître leur épargne. La remontée du taux d'épargne, conjuguée à une progression du revenu disponible réel (1,7 %) soutenue par la réforme fiscale mais contrainte par la faiblesse des hausses salariales et la stagnation de l'emploi, limite la hausse de la consommation privée (1 %). La croissance des investissements serait faible (0,8 %). La croissance économique n'atteindrait ainsi que 1,2 % en 2003. Il convient de souligner que ces chiffres supposent un profil de reprise -modérée- dans le courant de l'année 2003, dont le timing est largement incertain.

En 2004, la croissance de nos exportations s'établirait à 5,6 %. L'augmentation de la consommation privée (1,7 %) resterait inférieure à celle du revenu disponible des particuliers, portée à 2 % grâce surtout à la progression de l'emploi (0,6 %) et des salaires. Les investissements redémarreraient enfin (2,9 %). La croissance de l'économie belge atteindrait ainsi 2,3 %.

... soutenue en 2005-2006, affaiblie en 2007-2008.

A moyen terme (2005-2008), la croissance potentielle de l'économie belge s'établirait à 2,2 % en moyenne. Cependant, la croissance du PIB en 2005 et 2006 (2,8 % et 2,6 %) serait supérieure à la croissance potentielle du fait de l'accélération de la reprise dans la zone euro et d'une demande intérieure soutenue. Celle-ci serait stimulée par la réforme de l'impôt des personnes physiques et par la reprise des investissements publics à l'approche des élections communales de 2006. La croissance retomberait à 2,1 % en 2007-2008, la réforme fiscale ne produisant pas d'impulsion supplémentaire et l'investissement public s'inscrivant en recul.

Croissance ralentie de l'emploi

La révision complète des statistiques d'emploi conduit notamment à relever le niveau du taux d'emploi, qui atteint 61,8 % en 2002, et à réduire légèrement la tendance en matière de gains de productivité. Dans les secteurs marchands, sur la période de projection, la productivité horaire croîtrait de 1,8 % par an en moyenne, la valeur ajoutée de 2,4 % (en termes réels) et l'emploi de 0,8 %, compte tenu d'une réduction de la durée du travail de 0,25 % par an; l'emploi intérieur total progresserait de 0,6 % par an en moyenne, soit 26 500 emplois. Le taux d'emploi atteindrait 62,7 % en 2008.

L'industrie manufacturière perdrait encore 38 000 emplois sur la période 2003-2008; la création d'emploi dans les services marchands atteindrait 205 000 unités.

Coûts salariaux et inflation maîtrisés

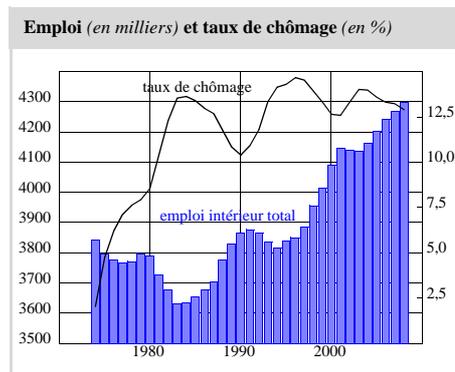
La reprise constitue bien entendu le moteur principal de la création d'emploi; celle-ci est également soutenue par la maîtrise des coûts salariaux dont la croissance serait conforme à la norme macroéconomique maximale convenue dans le cadre de la loi relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde de la compétitivité.

Pour les deux années 2003-2004, cette norme a été fixée à 5,4 % en termes de coût salarial horaire nominal - soit 2,4 % en 2003 et 3,0 % en 2004 dans le présent exercice - ce qui limiterait la hausse effective du salaire brut horaire réel moyen dans le secteur marchand à, respectivement, 0,7 % et 1,6 %. Sur l'ensemble de la

période, les hausses salariales réelles resteraient inférieures à la croissance de la productivité horaire. L'inflation serait ainsi stabilisée autour de 1,5 % par an en moyenne.

Chômage stagnant

Après une hausse du chômage¹ de près de 40 000 unités en 2003 et malgré le redémarrage des créations d'emploi sur la période 2004-2008, on ne devrait pas assister à une baisse significative du chômage dans les prochaines années. En effet, parallèlement, la population active gagnerait plus de 160 000 unités sur la période de projection. Dès lors, le chômage total devrait encore concerner 645 000 personnes en 2008, contre 683 000 personnes en 2003. L'évolution du nombre de demandeurs d'emploi (catégorie qui exclut les chômeurs âgés non demandeurs d'emploi) serait également peu favorable, passant de 376 000 en 2002 à 409 000 en 2003, pour atteindre encore 399 000 en 2008. Le taux de chômage (chômage total rapporté à la population active) ne baisserait que légèrement: il atteindrait 14 % en 2004 et vaudrait encore 12,9 % en 2008 (contre 13,3 % en 2002).



Vieillesse de l'emploi

Le vieillissement de la population active et de la population au travail, dû aux évolutions démographiques, est accentué par l'arrivée dans la classe d'âge 50-64 ans de cohortes de femmes à taux d'activité plus élevé. La part des 50 ans et plus, passe, dans la population active, de 20,1 % en 2002 à 23,5 % en 2008 et, dans l'emploi, de 18,8 % en 2002 à 21,7 % en 2008. La forte croissance de l'offre de travail dans cette classe d'âge constitue un défi pour le monde des entreprises, dont la capacité à intégrer cette main-d'oeuvre âgée devient un enjeu de plus en plus important.

Légère baisse des émissions de gaz à effet de serre

Le recul de l'intensité en énergie et en carbone de la croissance - dû aux évolutions technologiques, accélérées par des mesures incitatives, à la restructuration de l'industrie sidérurgique et aux glissements entre produits énergétiques - et les dispositions prises pour limiter les émissions de CH₄ et de N₂O impliquent pour la première fois une perspective à moyen terme de réduction - très faible il est vrai - des émissions de gaz à effet de serre (-0,1 % par an en moyenne, en termes d'équivalents CO₂). Cette baisse est cependant insuffisante pour atteindre sans mesures additionnelles l'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre correspondant aux engagements internationaux de la Belgique: le respect de ces engagements impliquerait une réduction de 12,4 % des émissions par rapport au niveau atteint en 2008.

1. Y compris les chômeurs complets indemnisés non demandeurs d'emploi.

Déficit budgétaire...

Les perspectives en matière de finances publiques apparaissent détériorées par rapport à nos projections antérieures: du fait de la croissance économique plus faible et compte tenu des différentes décisions prises, les administrations publiques dans leur ensemble seraient en déficit sur toute la période de projection.

Sur la période 2003-2006, le besoin de financement de l'ensemble des administrations publiques fluctuerait autour de 0,7 % du PIB. Il diminuerait en fin de période, s'annulant en 2008. En conséquence, les objectifs du programme de stabilité de la Belgique (équilibre budgétaire en 2003, excédent budgétaire de 0,5 % en 2005) ne seraient pas atteints sans nouvelles mesures.

La dette publique en pourcentage du PIB continuerait néanmoins à décroître, mais à un rythme ralenti (-19,2 points de pour cent du PIB sur la période de projection). Le recul des charges d'intérêt serait renforcé par des taux d'intérêt bas.

... dû, en 2003, à la chute des recettes, à la hausse des dépenses et à la faible croissance...

En 2003, la baisse du solde primaire est particulièrement marquée (-1,2 % du PIB), dépassant largement les moyens libérés par la baisse des charges d'intérêt (-0,4 % du PIB). Le recul du solde primaire est à la fois attribuable à la chute des recettes (-0,7 % du PIB) et au poids accru des dépenses primaires (+0,5 % du PIB), dont le taux de croissance en volume (2,9 %) est largement supérieur à la faible croissance économique.

...et dont le niveau persiste à l'horizon 2006

Sur la période 2004-2006, le tassement du solde primaire reste important (0,7 % du PIB) mais équivalent à la baisse des charges d'intérêt; il est uniquement attribuable à la chute des recettes (-1,5 % du PIB).

En 2007-2008, la quasi-stabilisation des recettes et la baisse des dépenses primaires en pourcentage du PIB entraînent la réduction du déficit, en dépit de l'affaiblissement de la baisse des charges d'intérêt.

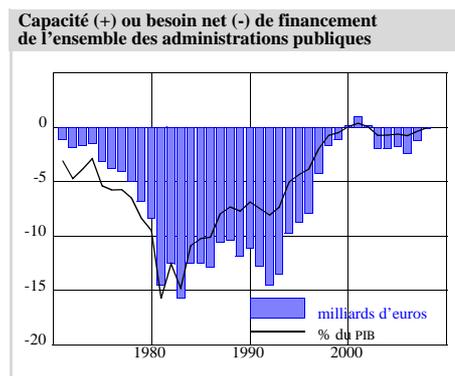
La baisse des recettes en pourcentage du PIB sur la période 2003-2006 est attribuable d'une part à des facteurs macroéconomiques, d'autre part, à l'effet de certaines mesures.

Au niveau des facteurs macroéconomiques, il faut citer en premier lieu la baisse de la part salariale dans la valeur ajoutée, partant d'un niveau particulièrement élevé en 2002. Cette baisse se répercute non seulement sur le niveau de l'ensemble des prélèvements obligatoires sur le facteur travail, mais également sur les impôts indirects via la consommation privée qui diminue en pourcentage du PIB.

Au niveau des mesures, la réforme de l'IPP constitue le principal facteur de baisse des recettes entre 2003 et 2006. Cependant, diverses autres mesures, dont chacune a un faible impact, constituent autant de facteurs d'érosion supplémentaire des recettes.

Les recettes de 2003 sont affectées tout particulièrement: un volet important de la réforme de l'IPP est mis en place; un résidu de la contribution complémentaire de crise est supprimé; les précomptes et les rôles subissent le contrecoup d'opérations antérieures d'adaptation des précomptes et des rôles.

Le taux de croissance annuel moyen des dépenses primaires sur la période de projection serait de 2,0 % en termes réels. Ce chiffre tient compte du relèvement de certains minima sociaux et de certaines pensions récemment décidé, des hausses salariales déjà programmées dans la fonction publique, de la croissance soutenue des dépenses de soins de santé et du développement prévu de l'infrastructure ferroviaire. Cependant,



le scénario retenu ne suppose ni accroissements de salaire additionnels dans la fonction publique ni adaptations supplémentaires au bien-être des allocations sociales.

La croissance plus forte des dépenses primaires en 2003 est essentiellement due à la poussée des dépenses sociales, du fait de la hausse du chômage, d'une dynamique des dépenses de soins de santé accrue par des facteurs exceptionnels et des mesures de correction sociale susmentionnées.

Déficit important du pouvoir fédéral et de la sécurité sociale

La réapparition du déficit serait entièrement logée dans l'entité I¹, qui subit l'essentiel des mesures d'allègement de la fiscalité et enregistre, en 2003, un accroissement du poids de ses dépenses primaires. Tant le pouvoir fédéral que la sécurité sociale seraient en déficit sur l'ensemble de la période de projection; le pouvoir fédéral renouerait cependant avec l'équilibre en 2008. L'entité II² serait par contre en surplus, grâce aux régions et communautés dans leur ensemble. Les pouvoirs locaux accuseraient, à politique inchangée, un léger déficit en fin de période, du fait du tassement de leurs recettes.

Bureau fédéral du Plan, "Perspectives économiques 2003-2008", avril 2003

1. Entité I: pouvoir fédéral et sécurité sociale.
2. Entité II: communautés, régions et pouvoirs locaux.

Principaux résultats

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	Moyennes	
								1997 2002	2003 2008
DEMANDE ET PRODUCTION (prix constants)^(*)									
- Dépenses de consommation finale privée	0,6	1,0	1,7	2,3	2,8	2,0	1,9	2,0	1,9
- Dépenses de consommation finale des administrations publiques	1,8	1,9	1,6	1,6	1,3	1,6	1,4	1,9	1,6
- Formation brute de capital fixe	-2,7	0,8	2,9	4,8	3,6	1,5	2,1	2,8	2,6
. Entreprises	-3,8	0,8	3,0	4,1	3,7	2,8	2,6	3,0	2,8
. Administrations publiques	8,2	0,9	5,8	18,4	6,0	-10,1	-1,7	3,2	3,2
. Logements	-2,9	0,9	1,7	1,9	2,2	2,3	2,2	2,0	1,9
- Variations de stocks ^a	0,2	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,0	-0,1	0,0
- Dépenses intérieures totales	0,3	1,3	1,9	2,7	2,7	1,8	1,9	2,1	2,1
- Exportations de biens et services	-1,0	2,7	5,6	5,6	5,2	5,1	5,0	4,2	4,9
- Total des utilisations finales	-0,3	1,9	3,6	4,0	3,9	3,4	3,4	3,0	3,4
- Importations de biens et services	-1,5	2,9	5,4	5,6	5,6	5,0	5,0	4,1	4,9
- PIB	0,7	1,2	2,3	2,8	2,6	2,1	2,1	2,3	2,2
PRIX ET TAUX D'INTÉRÊT^(*)									
- Dépenses de consommation finale privée	1,9	1,8	1,4	1,4	1,5	1,5	1,6	1,8	1,5
- Indice santé	1,8	1,4	1,5	1,5	1,6	1,6	1,7	1,7	1,5
- Déflateur du PIB	2,3	2,0	1,8	1,6	1,7	1,7	1,7	1,6	1,7
- Productivité horaire (sect. marchand)	1,6	1,7	2,1	2,1	1,8	1,6	1,6	1,5	1,8
- Salaire horaire réel (sect. marchand)	2,2	0,7	1,6	1,6	1,5	1,5	1,5	1,3	1,4
- Coût salarial unitaire (sect. marchand)	2,6	0,6	0,9	1,0	1,3	1,6	1,7	1,4	1,2
- Taux d'intérêt à long terme (niveau)									
. nominal	5,0	4,3	4,4	4,9	5,3	5,5	5,6	5,2	5,0
. réel	3,0	2,5	3,0	3,5	3,8	4,0	4,0	3,4	3,5
- Taux d'intérêt à court terme (niveau)									
. nominal	3,2	2,3	2,6	3,5	4,3	4,5	4,5	3,6	3,6
. réel	1,3	0,5	1,2	2,1	2,8	3,0	2,9	1,8	2,1
EMPLOI ET CHÔMAGE									
- Emploi total, en milliers	4138,5	4137,3	4163,6	4203,3	4242,5	4269,3	4297,4	4038,5	4218,9
. différence en milliers	-9,0	-1,1	26,3	39,7	39,2	26,8	28,1	47,9	26,5
. variation en %	-0,2	-0,0	0,6	1,0	0,9	0,6	0,7	1,2	0,6
- Chômage total, définition BFP, en milliers	643,8	682,8	684,6	669,8	659,5	658,8	644,8	631,6	666,7
. différence, en milliers	39,1	39,0	1,8	-14,8	-10,3	-0,7	-13,9	-4,5	0,2
- Taux de chômage (définition BFP)	13,3	14,0	14,0	13,6	13,3	13,2	12,9	13,4	13,5
- Demandeurs d'emploi, en milliers	491,5	533,8	543,8	534,9	526,6	527,5	518,0	495,9	530,8
. différence, en milliers	34,7	42,3	10,0	-8,9	-8,3	0,9	-9,5	-13,3	4,4
FINANCES PUBLIQUES									
- Taux de prélèvement obligatoire ^(**)	45,1	44,4	44,0	43,7	43,1	43,1	43,0	45,0	43,6
- Capacité (+) ou besoin de financement (-) de l'ensemble des administrations publiques									
. en milliards d'euros	0,1	-2,0	-2,0	-1,8	-2,4	-1,2	-0,2	-1,0	-1,6
. en % du PIB	0,0	-0,7	-0,7	-0,6	-0,8	-0,4	0,0	-0,4	-0,5
- Dette publique totale, en % du PIB	105,3	102,6	99,2	95,5	92,3	89,3	86,1	113,8	94,2
DIVERS									
- Revenu disponible réel des particuliers ^(*)	1,6	1,7	2,0	2,3	3,0	1,9	1,8	1,6	2,1
- Exportations nettes									
. en milliards d'euros	12,6	13,8	16,2	17,3	17,5	18,8	20,0	9,8	17,3
. en % du PIB	4,8	5,1	5,8	5,9	5,7	5,9	6,0	4,1	5,7

a. Contribution à la variation du PIB

(*) Taux de croissance en %.

(**) Ensemble des prélèvements fiscaux et parafiscaux rapportés au PIB.